La Russie bientôt fermée à l'immigration ?

01/02/2012 à 19h02
Le Premier ministre russe Vladimir Poutine s'est joint à la rhétorique de campagne sur l'immigration illégale. Jusqu'à présent, il a proposé de sévir contre les employeurs qui engagent des sans-papiers et d'obliger les migrants à passer des examens de langue, de littérature, d'histoire et de culture russes.

À première vue, les propositions de Poutine paraissent logiques : l'immigration illégale augmente en Russie, tout comme les violences ethniques et les discours nationalistes. Selon des chiffres récents du Service fédéral de la migration (SFM), environ 14 millions d'immigrants arrivent chaque année en Russie. 77% d'entre eux sont originaires des anciennes républiques soviétiques, et 10% de la zone euro. Plus de 2 millions de sans-papiers s'installent à Moscou chaque année, contre 400 000 immigrants légaux. Une grande partie de ces gens travaillent dans le secteur de la construction, qui risque d'être le plus affecté par la proposition du Premier ministre prévoyant la prison pour ceux qui emploient des immigrants illégaux ou leur fournissent un logement. (…)

La Russie d'aujourd'hui

Les Russes pour un durcissement de la politique migratoire (sondage)

La majorité écrasante des Russes soutiennent les initiatives exposées par le premier ministre et candidat à la présidence

Vladimir Poutine dans un article sur la politique migratoire, selon un sondage réalisé par le Centre d'étude de l'opinion publique (VTsIOM).

Plus de 70% des sondés prônent un durcissement de la politique d'immigration. L'idée de prévenir l'apparition d'enclaves ethniques fermées échappant à la loi en vigueur jouit d'un soutien particulièrement important (79%).

77% des personnes interrogées approuveraient un durcissement de la législation migratoire et des poursuites judiciaires pour violations de ses règles et normes.

75% des personnes interrogées seraient favorables à un durcissement des règles d'enregistrement des travailleurs migrants et veulent des sanctions pour leur violation.

L'idée d'obliger les citoyens étrangers voulant devenir ou rester résidents en Russie à passer des examens de langue, de littérature, d'histoire et de droit russes rencontre un peu moins de partisans – 67%.

Rianovosti